

« Donner un nouveau souffle au syndicalisme de transformation sociale »

À l'issue du 11^e congrès national de la FSU, qui s'est tenu du 3 au 7 février à Rennes, Benoît Teste, à la tête de la fédération pendant six ans, a cédé sa place à Caroline Chevê, professeure de philosophie à Marseille, militante du SNES, secrétaire départementale de la FSU 13 depuis 2019. Entretien avec la nouvelle secrétaire générale de la FSU.

Propos recueillis par **ANNE ROGER**,
cosecrétaire générale

La fonction publique et les fonctionnaires ont subi des attaques lourdes ces derniers mois et la FSU a mené la bataille autour des jours de carence et de la non-indemnisation à 100 % des congés pour raisons médicales. Ces derniers jours, le renoncement aux deux jours de carence supplémentaires et à la suppression de 4 000 postes dans l'éducation montre l'importance de la mobilisation. Comment vois-tu les choses ?

Ces attaques se situent dans un contexte plus global qui tend à délégitimer le modèle de la fonction publique sous statut, et à promouvoir les logiques de concurrence et de contractualisation qui prévalent dans le privé. Pour cela, les gouvernements cèdent souvent au discours démagogique qui fait des fonctionnaires des privilégiés. Pourtant, le statut n'est pas fait pour les fonctionnaires, il est fait pour que les agent-es soient en mesure de remplir leurs missions au service de l'intérêt général, à l'abri des pressions et des intérêts privés. Quand on voit les besoins de notre société, cohésion sociale, éducation et formation, défis environnementaux et technologiques..., on peut facilement comprendre que l'on ait besoin de formes de gestion collective solidaires et démocratiques par les services publics. C'est d'autant plus irresponsable de la part de nos gouvernants que nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise de recrutement dans les métiers des services publics, qui nécessiterait au contraire que l'on renforce leur attractivité et leur reconnaissance. Nos revendications salariales – augmentation du point d'indice de 20 %, revalorisation des carrières, égalité réelle entre les femmes et les hommes au travail – sont une nécessité pour les agent-es, mais

elles sont aussi une réponse aux besoins de la population. Il nous faut donc combattre les 90 % de rémunération en cas de congé maladie, mais aussi gagner des améliorations des conditions de travail, une meilleure prise en compte de la pénibilité, un aménagement des fins de carrière... Nous allons aussi poursuivre la bataille sur la protection sociale : sur les retraites d'abord, mais aussi sur la sécurité sociale. Le mouvement de 2023 contre la réforme des retraites continue d'avoir des effets dans le débat public, et le Premier ministre a été contraint de rouvrir le dossier. Tout en étant lucides sur le fait que les forces contraires continuent de s'exercer, nous allons porter notre revendication d'abrogation, et chercher à gagner toutes les améliorations que nous pourrons, notamment pour les femmes. La Sécurité sociale a 80 ans cette année, mais elle est toujours une idée neuve, qu'il faut défendre et développer. Nous mettons sur le devant de la scène notre revendication de « 100 % des soins prescrits remboursés par la "Sécu" », à l'opposé des logiques de marchandisation et de capitalisation qui sont à l'œuvre, notamment dans la protection sociale complémentaire.

Comment vois-tu la spécificité de la FSU dans le paysage syndical national ?

La FSU se définit comme syndicat de transformation sociale, féministe et écologiste qui défend les services publics comme modèle de cohésion sociale. C'est une jeune fédération – 30 ans – mais qui est aussi le fruit d'une histoire du syndicalisme, traversée par des divisions dont elle ne s'est jamais satisfaite. Elle repose sur un modèle singulier fait d'indépendance vis-à-vis du politique, de pratiques démocratiques exigeantes, et de travail permanent avec le monde associatif. Son implantation historique dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche ont aussi fait de la FSU et de ses

« Aujourd'hui, la FSU est reconnue nationalement et localement comme une force incontournable dans les luttes et dans le débat public. »

syndicats des lieux d'élaboration intellectuelle et syndicale ambitieuse, qui contribuent à renouveler le syndicalisme.

Aujourd'hui, la FSU est reconnue nationalement et localement comme une force incontournable dans les luttes et dans le débat public. Elle est aussi un ferment permanent d'unité dans les intersyndicales. L'ambition qu'elle porte de construction d'un nouvel outil syndical de transformation sociale proposé à la CGT et à Solidaires et ouvert aux organisations intéressées, comme le travail en commun avec la CGT que nous nommons « maison commune » ne sont pas en contradiction avec cette identité de la FSU ni avec son propre développement, au contraire. Son ambition est de renforcer le syndicalisme de transformation sociale et de lui donner un nouveau souffle.

Comment vois-tu la place de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) dans la FSU ? Curiosité ou richesse ?

Le SNESUP est syndicat fondateur de la FSU. Le projet d'école émancipatrice que nous portons englobe nécessairement l'ESR, puisqu'il s'agit de démocratiser – au sens de rendre accessible à toutes et à tous, par-delà les déterminismes sociaux – l'accès aux études, aux savoirs et aux qualifications. Cela suppose de défendre l'université et de croiser en permanence les regards des professionnels qui interviennent à toutes les étapes. Ce projet suppose aussi des enseignant-es de haut niveau, formé-es à l'université, au contact de la recherche. Un-e enseignant-e recruté-e aujourd'hui enseignera encore en 2065, il-elle doit être initié-e à la recherche pour être capable de suivre l'avancée des savoirs. Le SNESUP joue un rôle important dans la réflexion de la FSU sur la formation initiale des enseignant-es. La préoccupation constante qui est la nôtre de confronter nos analyses et nos propositions aux acquis de la recherche nous conduit aussi à solliciter fréquemment les camarades qui enseignent dans le supérieur et les chercheur-ses pour nos séminaires, nos formations syndicales, nos débats publics : sociologues, économistes, politistes bien sûr, mais aussi spécialistes de l'environnement... Nous conduisons, par exemple, un travail d'élaboration de nos analyses sur l'intelligence artificielle, ses



Caroline Chev  (  gauche), en compagnie de trois anciens secrétaires généraux de la FSU, (de g.   d.) Gérard Aschieri, Bernadette Groison et Benoît Teste.

conséquences sur le travail, sur les services publics et sur la société. Pour cela, l'apport de militant-es qui sont aussi expert-es est précieux et indispensable pour sortir des idées reçues.

La FSU est particulièrement active concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Pourquoi est-ce essentiel selon toi ?

La FSU a toujours mené les luttes féministes. Mais, dans la période récente, un changement de paradigme s'est opéré : l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes n'est plus seulement une affaire de principe, elle est devenue un levier majeur pour gagner des avancées en matière de justice sociale. Les femmes sont les premières à subir les temps partiels, les métiers disqualifiés, les contrats précaires. Les politiques actuelles de développement des indemnités ou des heures supplémentaires aggravent les inégalités salariales, car les femmes, pour de multiples raisons, s'en emparent moins. En faire la démonstration permet de convaincre que c'est bien une revalorisation globale des rémunérations par l'augmentation du point d'indice qui est nécessaire. La lutte contre les VSS, au-delà de sa dimension de justice et de protection, est un enjeu d'émancipation majeur : faire reculer le sexisme, la culture du viol, faire changer la peur de camp, dégager des espaces d'action pour les femmes, au plus grand bénéfice de la société. C'est aussi pour cela que le retour d'une femme comme secrétaire générale de la FSU ne doit pas être symbolique, mais le signal d'une nouvelle étape d'évolution de nos pratiques syndicales. ■

« L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est devenue un levier majeur pour gagner des avancées en matière de justice sociale. »